

La 4^e vague du COVID-19 frappera l'Algérie, alerte le ministre de la Santé

L'Algérie sera touchée par une 4^e vague du COVID-19. Toutes les conditions sont réunies pour que le pays subisse une nouvelle vague, a alerté mercredi matin, le ministre de la Santé, de la Population et la Réforme hospitalière M. Abderrahmane Benbouzid qui a été l'invité l'émission [Echourouk Morning](#). Selon les données scientifiques disponibles confirment que l'Algérie est exposée à une nouvelle vague de la pandémie. "Nous avons des indicateurs qui font peur", a-t-il lâché.

Le recule des contaminations enregistré ces derniers jours n'est pas un signe rassurant, souligne le ministre. Les pouvoirs publics ont pris toutes les mesures qui s'imposent pour faire face à cette éventuelle vague, a-t-il rassuré par ailleurs.

La crainte du ministre s'explique essentiellement par le faible taux de vaccination. "Le taux de vaccinations avec les deux doses n'a pas dépassé les 25% de la population ciblée", regrette le ministre qui affirme que l'objectif tracé était d'arriver à 70%.

Actuellement, la campagne de vaccination avance timidement avec une moyenne journalière de 2 000 vaccinations. Un rythme très faible qui ne rassure guère les professionnels de la santé publique.

Décès des suites de COVID-19, l'Algérie parmi les pays africains les plus touchés

A titre d'exemple, le ministre annonce que le taux de vaccination parmi les étudiants n'a pas dépassé les 1%. Dans le corps des enseignants, il avoisine les 20%. Ces chiffres laissent craindre le pire au cours des prochaines semaines.

Commentant ces taux, le ministre affirme que rien ne justifie le refus des citoyens à se faire vacciner. Son argument : l'efficacité du vaccin a été prouvée en Algérie et ailleurs.

Enfin, le ministre rappelle que la 3^e vague du COVID-19 qui a frappé l'Algérie en été dernier, a été dure sur tous les plans.

Des hôpitaux qui ont enregistré 0 cas

Abderrahmane Benbouzid révèle, par ailleurs, que certains hôpitaux ont enregistré 0 cas du COVID-19 depuis l'arrivée de la pandémie dans le pays en février 2020.